

Les dieux des stades sont tombés sur la tête

L'ALÉA SPORTIF Beaucoup d'investissements des collectivités, un peu de financement privé... Les villes grandes et moyennes sont en train de rénover ou de créer une offre importante de stades conçus tant pour le sport que pour le spectacle. Mais le marché change vite, les aléas sportifs jouent souvent contre les investissements et les déceptions sont parfois rapides, à la mesure de l'excès de risques pris.

JEAN-PIERRE GONGUET

Économiquement, la glorieuse incertitude du sport est une hérésie. Depuis longtemps les grands clubs européens du football rêvent d'une ligue fermée. Personne n'y serait jamais rétrogradé, les nouveaux seraient cooptés au comptegouttes. Les revenus seraient assurés et les actionnaires heureux. C'est le modèle américain du basket ou du base-ball qui serait ainsi appliqué à la Ligue des champions. Jusqu'à présent, c'était un rêve du privé. Mais Frédéric Bolotny, économiste spécialisé dans le sport, n'est pas sûr qu'il ne touche pas aujourd'hui le public : « *Malgré ma réticence sur les ligues fermées, j'en arrive presque à me demander s'il ne faudrait pas étudier quelques mesures dans ce sens pour préserver les investissements des collectivités dans les infrastructures du foot.* »

Cette glorieuse incertitude du sport risque en effet de coûter d'autant plus au contribuable que les investissements des collectivités s'accroissent. La caricature, c'est la MMArena du Mans, le stade Muttuelles du Mans. C'est un stade de 25 000 places, alors qu'au moment où il a été conçu le club résident était en Ligue 2, où l'affluence moyenne est de 8 000 personnes par match. Aujourd'hui, Le Mans FC est en National et les tribunes sont quasi vides. C'est un stade dont les coûts ont explosé : 35 millions prévus, plus de 100 millions au final. La mairie, qui a quand même investi 32 millions dans l'histoire, n'a pu assumer l'explosion des coûts et a eu recours à un partenariat public-privé en extrême, qui lie la Ville pour trente-trois ans. Mieux, l'« aléa sportif » est supporté par la Ville, qui doit dédommager l'exploitant privé (Vinci en l'occurrence) au cas où le club plonge au fin fond du football français. Or



Vue aérienne de la MMArena du Mans, qui peut accueillir 25 000 spectateurs pour un match ou 36 000 pour un concert. JEAN-FRANÇOIS MONTEHAIPI

c'est ce qui est en train d'arriver, car Le Mans FC est en si mauvais état financier que la Ligue de Football professionnel menace de le mettre en liquidation du jour au lendemain.

LE MANS-GRENOBLE : RÊVES PERDUS ET PARADOXES

Pourtant, le stade du Mans était exactement ce dont rêvait le gouvernement précédent. François Fillon, en l'inaugurant, en janvier 2011, a loué sa conception car son gouvernement souhaitait que se multiplient ces « arenas », des salles/stades pour le sport comme pour les spectacles. Le Premier ministre prédisait même que la MMArena allait « attirer des événements mondiaux ». 1 Sauf que, comme beaucoup d'autres, le projet était totalement surdimensionné pour un club résident plutôt moyen qui n'a jamais rien gagné de son existence et dans le stade duquel aucun concert n'est aujourd'hui programmé !

Une exception ? Pas vraiment.

Quelques économistes aux pieds sur terre ont des doutes sérieux sur le projet de Limoges (*lire encadré*). La plupart des villes grandes ou moyennes font ce même pari. Grenoble a ainsi inauguré un stade des Alpes de 20 000 places en 2008. Une

ardoise de 95 millions, majoritairement assurée par la métropole. Johnny Hallyday a été le premier artiste à s'y produire, en 2009, et David Guetta y sera en concert le 28 juin. Mais en dehors de ces événements, c'est morne plaine : le club de foot, après quelques péripéties financières, végète aujourd'hui en CFA (la 4^e division), et les rugbymen du FC Grenoble, qui, eux, se débrouillent plutôt bien en Top 14, ont décidé de s'offrir un stade renoué, car les footballeurs ne veulent pas d'eux au stade des Alpes, au cas où, un jour, ils remonteraient en Ligue 2 ou en Ligue 1. Particularité étonnante : il y aura deux stades neufs

à Grenoble, mais aucun ne sera assez grand pour accueillir une rencontre importante. Conséquence : si un club veut satisfaire tout le monde, il sera obligé d'aller jouer à Lyon : le stade renoué restera vide pour les trois ou quatre grands chocs de l'année !

Alain Juppé, lui, a été semble-t-il plus prudent que quelques-uns de ses collègues. Le grand stade de Bordeaux est « son » projet, et il coûte très cher : 175 millions d'euros initialement, 200 millions à l'heure actuelle. Un coût trop élevé pour la Ville, qui a donc eu recours au traditionnel partenariat public-privé (PPP) avec Vinci-Fayat : 40 000 places, un PPP de trente ans et un engagement des Girondins de Bordeaux, propriété de M6, de quelque 100 millions d'euros sur la durée du bail. Mais surtout, M6 a accepté de prendre en charge le fameux aléa sportif : que les Girondins de Bordeaux soient en Ligue des champions ou en Ligue 2, la chaîne paiera la

même redevance de 3,85 millions par an. Et si jamais M6 revend le club, l'acquéreur aura les mêmes obligations. Ni Le Mans ni même Lille n'ont pris cette précaution.

L'accord semble donc moins défavorable aux collectivités qui financent le grand stade. Mais il est quand même très risqué, au point que ni Alain Juppé, ni Vinci-Fayat, ni M6 n'ont donné de prévisionnel pour l'exploitation ni dévoilé le nom des entreprises qui vont s'engager sur les loges VIP ou celui des candidats au « naming » du stade. Certes : Vinci-Fayat a signé une garantie de recettes annuelles, mais si celles-ci n'arrivent pas et que ce consortium est en difficulté, comme il n'est pas garanti par les deux sociétés mères, ce sera la mairie qui devra rembourser...

1,7 MILLIARD D'EUROS INVESTI POUR L'EURO 2016

Aujourd'hui, les Girondins de Bordeaux ont 14 millions de déficit. Nicolas de Tavernost, le patron de M6, a toujours dit qu'il ne serait pas un mécène. Le risque type « Le Mans » n'est donc pas exclu. Or, comme Mathieu Rouveyre, l'opposant socialiste d'Alain Juppé à la mairie, multiplie les recours, les banques qui avancent 112 millions ne débloquent pas leurs prêts et le chantier n'avance guère. En fait, même si les Girondins, grâce à leur victoire en Coupe de France, joueront l'année prochaine la Ligue Europa (la compétition européenne de consolation), le futur grand stade va avoir du mal à faire le plein. L'affluence n'est pas bonne à Bordeaux : 19 411 spectateurs en moyenne en 2012-2013, soit 10 000 de moins en moyenne qu'en 2009-2010, la meilleure saison des Girondins, celle où ils étaient tenants du titre. Et c'est bien là que le bât blesse : le football français est en train d'investir 1,7 milliard dans la rénovation et la construction de stades pour l'Euro 2016, et rien ne dit qu'il y aura un équilibre financier à moyen terme pour les clubs et les Villes. Bordeaux tient très exactement le même raisonnement que Saint-Étienne, Nice, Marseille, Toulouse ou Lyon depuis dix ans : une grande ville a besoin d'un grand club, qui a lui-même besoin d'un grand stade, et le tout est rentable. Tout le monde espère la très rémunératrice Ligue des champions. Le problème, c'est

que
jou
cha
pior
son
pou
à é
16°
Des
PSC
écon
éta

Le
gr
d'
al
d'
M:
n'

L'UE
plac
vant
moy
rope
Mon
ont v
et n'
pour
font
les re
sans

LE
DE:
Pis
riche
saiso
Mon:
mère
seuls
pions
battu
Ligue
liser l
les m:
tains



La Ville de Saint-Etienne, aidée par le conseil régional et par le conseil général, investit 58 millions d'euros dans la rénovation du stade Geoffroy-Guichard. THIERRY ZOCOLLI/AVAPPI

À Limoges, un stade prévu pour être presque vide

À Limoges, la mairie vient de se lancer dans la rénovation du vieux stade Beaublanc. L'idée est de le transformer à terme en un grand stade de 20 000 places, pour un coût prévisionnel de 60 millions d'euros. Une première tranche de travaux est en cours pour porter d'ici à la fin de l'année la contenance de 9 872 à 14 000 places. Le maire, Alain Rodet, a déjà fait débloquer 27 millions par la mairie, le conseil général et le conseil régional. Sauf que Limoges n'a aucun club résident pour rentabiliser le stade : les rugby-menus jouent en Fédérale 1 et les footballeurs en CFA 2. Et d'ici à ce que les premiers se retrouvent en Pro D2 rugby (affluence moyenne de 4 000 personnes) ou les seconds en Ligue 2 (entre 6 000 et 7 000) - ce qu'espère le maire -, le stade n'est pas près d'être rempli, d'autant qu'il n'est pas couvert. Pour l'instant, Stade de France excepté, c'est le seul projet de stade sans club résident. Un dossier d'autant plus inquiétant que Limoges est au basket ce que Saint-Etienne est au foot et que les investissements dans les infrastructures du club y auraient été peut-être plus judicieux. ▼

FOCUS

que peu ont les moyens de la jouer. En 2013, en Ligue des champions, Montpellier, champion de France en titre, et Lille ne sont même pas sortis de leur poule, dont ils ont fini bons derniers. En Ligue Europa, Marseille a été éliminé en poule, Lyon en 16^e de finale et Bordeaux en 8^e. Des parcours navrants. Seul le PSG a surnagé. Et la sanction est économique : les clubs français étant relativement mauvais,

Le consensus : une grande ville a besoin d'un grand club, qui a lui-même besoin d'un grand stade. Mais la rentabilité n'est pas garantie...

L'UEFA leur octroie moins de places automatiques l'année suivante. Dilemme terrible des clubs moyens : jouer une coupe d'Europe est tellement cher (Lille et Montpellier à peine champions ont vendu leurs meilleurs joueurs et n'avaient plus grand monde pour jouer l'Europe) que certains font le strict minimum, touchent les revenus de l'UEFA et s'en vont sans se battre.

LE CHOIX « POPULAIRE » DE SAINT-ÉTIENNE

Pis : si les deux clubs les plus riches et les plus ambitieux de la saison 2013-2014, le PSG et l'AS Monaco, trustent les deux premières places, ils seront les deux seuls à jouer la Ligue des champions 2014-2015. Les autres se battent pour les straponsins de la Ligue Europa et devront rentabiliser leurs stades tout neufs avec les matches de Ligue 1. Dans certaines villes comme Lille (stade

rempli à 81 % avec 40 000 spectateurs en moyenne), cela semble possible. Ailleurs, c'est souvent plus dur.

Maurice Vincent, sénateur et maire socialiste de Saint-Etienne, est ainsi l'un des rares tenants du « tout public » dans le sport : sa Ville, aidée par le conseil régional et (à reculons !) par le conseil général UMP, investit 58 millions dans la rénovation de Geoffroy-Guichard. Les dirigeants de l'AS Saint-Etienne se sont battus pour que la mairie construise un nouveau stade, parlant même de « bêtise économique » pour la rénovation. « J'ai toujours refusé, commente Maurice Vincent. D'abord parce que Geoffroy-Guichard n'est pas un stade

comme les autres. C'est notre histoire, notre culture, notre attractivité. Ensuite, parce que les patrons de l'ASSE n'ont jamais amené un investisseur privé, contrairement à Bordeaux avec M6, ou Lyon avec Jean-Michel Aulas. Enfin, nous n'étions pas dans la même situation que Nice, dont le stade du Ray était trop vétuste pour être rénové. Geoffroy-Guichard sera porté à 41 000 places, avec, comme dans les grands stades allemands, des places pas chères, à 7 ou 8 euros pour les abonnés. »

Un zeste de loges VIP mais surtout du populaire, c'est la tradition stéphanoise. Du coup, Maurice Vincent a plus que doublé la redévance du club à la Ville, mais il estime qu'il est possible de porter l'affluence moyenne de 23 000 actuellement à 30 000. Sept mille spectateurs de plus en moyenne sur 19 matchs de championnat, ce sont 133 000 spectateurs qu'il va falloir attirer à Geoffroy-Guichard.

Pour cela, il n'y a qu'un seul moyen et Maurice Vincent le sait : « Être toujours dans le top 5 du championnat, gagner un titre dans les prochaines années, jouer une Ligue des champions. » Lyon, Marseille, Bordeaux, Lille, Paris, Monaco et, pourquoi pas, Nantes

se disent la même chose alors qu'il n'y a qu'un seul champion et deux places uniquement pour la Ligue des champions. Maurice Vincent estime que l'économie de l'AS Monaco et du PSG, appuyée sur les fortunes d'un ex-oligarque

ou d'un prince qatari, est « aléatoire » et qu'il raisonne, lui, sur trente ans...

En fait, « le football français est en train de rattraper son retard sur les championnats étrangers avec l'Euro 2016, analyse Frédéric Bolotny. On doit simplement se demander s'il ne le fait pas un peu trop tard, car l'économie du foot a changé. On doit surtout se demander si les dirigeants ont compris que le problème n'est pas forcément la quantité de places, mais la qualité de ces places. La billetterie est

certaines sous-développée en France ; les clubs français vivent des droits télé, pas des entrées dans le stade. Les Anglais et les Allemands, eux, ont compris que l'important était le consentement à payer des spectateurs, la maximisation du panier moyen les jours de match ». Confort, visibilité, connectivité, services, sécurité ont fait exploser l'affluence dans les stades américains, anglais ou allemands et surtout, la consommation dans le stade. C'est là que cela se joue, désormais. ▼

LE MERCREDI 19 JUN 2013 - PARIS 7^{ème}

Auditorium du MEDEF

LES TROPHÉES DU DRH ENTREPRENEUR

2013

5^{ème} édition



Présidée par Laurence PARISOT
Présidente du MEDEF

En partenariat avec
MEDEF



Renseignements et inscriptions :
Elise DESEVNE - elise.desevne@grouperhm.com - Tél : 01 47 43 15 63

